

10 septembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Paris le 10 septembre 2015.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les parlementaires, les élus,

Mesdames et Messieurs les membres de l'Équipe de France, qui n'a pas pu être réunie dans son intégralité aujourd'hui,

Je pense que cette équipe de France, c'est la France, avec tout ce qu'elle peut porter de messages, d'initiatives, d'envies et d'engagements.

Aujourd'hui nous avons montré que notre pays était capable de s'engager pleinement pour la conférence sur le climat, la COP21. C'est sûrement la conférence la plus importante que notre pays a reçue au regard de son enjeu, mais également du nombre de délégués, d'invités, ceux qui viendront parce qu'ils le sont, invités, et d'autres qui viendront même s'ils ne le sont pas. Des dizaines de milliers de personnes, peut-être encore davantage, et je pense aussi à tous ceux qui seront reliés un moment à la conférence par les nouvelles technologies, par Internet, et qui seront aussi vigilants. Car il ne s'agit pas simplement de faire une réception, de faire preuve d'hospitalité, nous pouvons avoir d'autres occasions de montrer cette hospitalité, il s'agit d'être capable de réussir ce qui est le rendez-vous sûrement le plus essentiel que le monde s'est donné à lui-même.

Nous n'avons pas la prétention de penser que nous aurions, parce que c'est la France, la capacité de réussir là où d'autres ont échoué, mais en même temps il se trouve que c'est en France que cette réunion se fait, et comme Laurent FABIUS l'a dit, c'est tard, c'est peut-être trop tard, donc nous avons et l'urgence et la durée.

L'urgence parce que c'est maintenant qu'il faut agir, et la durée parce que ce que nous déciderons là, à la fin de l'année 2015, c'est pour les vingt, les trente prochaines années que le monde va pouvoir s'engager.

Alors quel est l'enjeu précis ? C'est à la fois de réussir un accord, un accord universel, un accord durable, un accord contraignant, ça c'est le fondement juridique de ce qui va être décidé. Et puis il y a un autre enjeu, qui d'ailleurs est lié au premier, c'est le financement. S'il n'y a pas les annonces qui sont attendues, mais pas simplement les annonces, les preuves, qu'il y aura bien 100 milliards de dollars à partir de 2020, et chaque année, alors il n'y aura pas de conclusion de la COP21, de la conférence de Paris.

Où en est-on aujourd'hui ? Il y a des progrès, ils sont minces, trop minces encore, et donc il y a une incertitude. Je ne dis pas ce mot simplement pour donner un côté mystérieux à ce qui va se produire et à créer une forme de suspense quant au résultat. Non, il y a à la fois des progrès et des inquiétudes.

Le progrès, c'est que la prise de conscience, elle, a considérablement avancé. Le 5ème rapport du GIEC qui est paru il y a un an a sérieusement rétréci le champ des climato-sceptiques et réduit leurs arguments à néant. On en trouvera bien toujours un qui nous dira que ce n'est pas vrai, mais il sera bientôt tout seul.

Les scientifiques ont su depuis 20 ans rassembler tous leurs travaux -et je veux ici les saluer- pour montrer à l'humanité que le réchauffement climatique est non pas un phénomène naturel, mais lié à la combustion des énergies fossiles et aux comportements humains. Ça a été bien dit : ce

ne à la combustion des énergies fossiles et aux comportements humains. Ça a été bien dit : ce n'est pas la planète qui se dérègle, c'est le vivant, qui lui-même est responsable de cette détérioration et c'est lui, le vivant, qui est en cause.

Autre signal positif, de grands pays, généralement les plus émetteurs - les Etats-Unis, la Chine, l'Union européenne, à eux trois qui constituent 50 % des émissions de gaz à effet de serre- ces grandes puissances ont présenté des feuilles de route volontaristes, et de nombreux pays, parfois même des pays très pauvres, ont également fait cet effort de montrer qu'il y a des solutions et qu'ils peuvent prendre, ces pays-là aussi, des engagements, et non pas être considérés comme des victimes, mais comme des acteurs du changement.

Autre signe positif, dans tous les pays du monde, toutes les sociétés civiles dans toutes leurs composantes ont porté des initiatives, ont suscité des innovations technologiques, économiques, sociales, culturelles pour être partie prenante de ce qui va se passer à Paris.

La France elle-même veut être exemplaire. Elle a adopté la loi sur la transition énergétique et la croissance verte, elle la met en œuvre -Ségolène ROYAL en a donné quelques exemples- et nous devons nous engager encore plus rapidement vers la voie d'une économie décarbonée. C'est-à-dire mettre en place des contributions carbone pour décourager les consommations, les recycler pour susciter des comportements vertueux. Nous devons stimuler encore davantage les énergies renouvelables et prendre des décisions. Le Premier ministre ici les a rappelées, notamment pour les subventions à l'exportation concernant les centrales à charbon.

Voilà autant de signaux qui doivent être pour nous encourageants. Il est possible de réussir. Et puis nous devons être néanmoins lucides. Il y a 60 contributions nationales qui ont été déposées aujourd'hui, c'est-à-dire que sur 196 pays participants, nous sommes au tiers -même si heureusement parmi les 60 contributions, ce sont les principaux pays qui ont déjà fait connaître leur feuille de route-, mais nous ne pouvons pas néanmoins conclure, quand nous agrégerons toutes ces contributions, que nous serons bien dans l'objectif de limiter à 2 degrés le réchauffement de la planète d'ici la fin du siècle.

Alors on pourrait se dire finalement tant pis, mieux vaut encore des contributions qui nous mettent un peu au-dessus, et puis on se débrouillera bien pour la suite. Nous avons, nous, décidé de faire prévaloir une idée qui serait de réviser régulièrement les objectifs et les moyens qui seraient affectés justement à la lutte contre le réchauffement climatique, c'est-à-dire de ne pas considérer que ce que nous pourrions déjà acter à Paris à la fin de l'année serait définitif. Et même, nous aurions intérêt à évaluer, et parfois à réévaluer, les objectifs des pays qui ont porté leur contribution.

Pourquoi nous voulons avoir cette ambition ? Parce que nous ne pourrions pas dire si nous étions interrogés que nous ne savions pas. Alors je dirais, pour prendre une formule qui a été hélas trop utilisée : « Le XXIème siècle sera solidaire ou ne sera pas ». C'est-à-dire : est-ce que nous pouvons marquer suffisamment d'actes pour que la solidarité puisse être réelle, ou alors il y a un risque pour l'humanité, y compris durant ce siècle.

On le voit à l'égard d'autres crises. La mondialisation, elle n'est pas qu'économique, elle est aussi humanitaire, elle est écologique, elle est politique. L'isolement n'est pas possible, le repli n'est pas crédible, et le nationalisme climatique est vide de sens. Qui peut imaginer que des frontières peuvent nous protéger par rapport au désordre d'ailleurs quel qu'il soit ? Nous devons maîtriser ces processus, mais nous sommes dans une mondialisation climatique.

Alors cette conférence n'est pas une réunion internationale comme les autres, vous savez ces réunions où l'on parle -nous avons l'expérience - où l'on déclare, où l'on négocie parfois longtemps, souvent la nuit. Vieille tradition sans doute que l'on retrouve également dans la vie parlementaire, c'est de penser que la nuit c'est mieux. Et parfois ça peut effectivement faire qu'au petit matin, un accord peut être trouvé. Non, je ne crois pas à ce type de méthode.

D'abord parce que la conférence sur le climat va durer plusieurs jours, donc plusieurs nuits. Il faut donc que nous ayons une méthode différente. Il ne s'agit pas de proclamation, il s'agit d'actes, il s'agit de décisions, et il s'agit donc d'engagements qui devront être durables. Ce qui va se décider, c'est très concret, ce sont les politiques économiques, industrielles, agricoles, urbaines, énergétiques de demain et avec des conséquences elles-mêmes durables sur les modes de

transport, de consommation, de production, sur les modes de vie. Ce qui est en jeu, ce n'est pas simplement la qualité de la vie, comme il est souvent proclamé, non, c'est la vie. La vie des populations, la vie des territoires, la vie des écosystèmes, et c'est pourquoi après la conférence nous porterons l'enjeu de la biodiversité.

Ce qui est en cause, ce n'est pas simplement la nature, la protection de l'environnement, la survie des espèces qui pourraient n'intéresser qu'une partie de la population, celle qui est la plus consciente, et qui pourraient désintéresser l'autre partie de la population, celle qui a d'autres sujets de préoccupation, simplement la vie quotidienne, l'emploi. Alors nous devons faire comprendre que ce qui est également dans la négociation, c'est l'emploi, c'est l'activité économique, c'est la croissance durable, c'est la croissance verte.

Voilà pourquoi je me félicite de la mobilisation qui s'amplifie jour après jour. D'abord les régions, les collectivités locales, ont multiplié les projets et je veux saluer ici les élus de toutes sensibilités. Il y a 500 territoires qui se veulent à énergie positive, 250 ont déjà été labellisés. Il y a partout, et vous en avez donné des exemples, des initiatives qui sont prises à l'échelle de proximité nécessaire, et il y a également les organisations patronales, syndicales, qui alertent à présent leurs membres dans tous les secteurs de production, de service, sur les impacts potentiels déjà réels du changement climatique pour les activités et pour l'avenir de l'emploi.

Et c'est pourquoi avec le Premier ministre, nous avons voulu que la conférence sociale puisse également, ce ne sera pas le seul sujet, traiter, non pas simplement des enjeux du climat, mais des conséquences de la transition énergétique, écologique sur les emplois d'aujourd'hui et les emplois de demain, de manière à les maîtriser, à les préparer, à les former, ces métiers-là.

Et puis il y a un autre indice, c'est la finance. Quand la finance commence déjà à intégrer dans ses normes, dans ses critères, les enjeux climatiques, je ne dis pas qu'il y a de l'espoir, mais il y a la prise en compte de ce qu'est la réalité et à cet égard les choix d'investissement. Nous avons fait de nombreuses réunions avec les acteurs économiques sur les choix d'investissements d'aujourd'hui. Dans les agences de notations qui essaient de les hiérarchiser, le critère environnemental, le critère climatique est désormais pris en compte.

Et puis il y a les forces spirituelles, les grands mouvements de pensée, les grandes confessions, qui se sont engagés. Nous avons rassemblé -c'était au conseil économique, social et environnemental- ce qu'on a appelé le sommet des consciences, comme si une conscience pouvait être à son sommet. Mais c'était l'idée de pouvoir là encore réunir, rassembler des mouvements spirituels différents, mais en même temps portés par le même engagement, par la même conception de la vie. Et c'était très important qu'il puisse y avoir des textes qui puissent être publiés, celui du Pape a été forcément un éveil de conscience particulièrement utile et attendu, et qui va bien au-delà de l'influence simplement du Vatican et de la hiérarchie catholique.

Nous devons combattre l'insouciance, celle de ne pas connaître. C'est la raison pour laquelle il est très important que le ministère de l'Education nationale puisse faire évoluer ses programmes et les activités scolaires dans cet esprit, et également, à l'occasion de la Conférence de Paris, simuler des négociations dans les classes, dans les établissements, faire une semaine du climat, créer des éco-délégués dans les établissements scolaires - ceux qui vont porter cette belle idée, ceux qui vont également diffuser ce qu'ils connaissent de l'enjeu - parce que nous devons en faire aussi un objectif de connaissance et de savoir partagés.

Il y a un risque que l'on connaît bien : l'insouciance. Il y a toujours dans l'esprit humain l'idée que nous sommes tellement puissants nous, les hommes, les femmes, que nous pourrions toujours avoir la réponse le moment venu - au risque qu'il y ait devant nous la menace qui nous gagne - qu'il y aura bien une solution, qu'il y aura bien un savant, il y en a beaucoup dans la salle, qui trouvera la réponse pour éviter de faire nous-mêmes l'effort. Non, il n'y a pas la réponse, il n'y a pas de miracle. Il y a ce que la science, la recherche, la technologie pourront faire pour atteindre l'objectif. A cet égard, la Conférence sur le climat est une conférence de progrès scientifique, de culture de l'innovation et de grande confiance, justement, dans la recherche et dans la science, pour mettre les technologies au service de l'ambition qui est la nôtre.

J'évoquais ce que peuvent penser un certain nombre de dirigeants de pays vulnérables, de pays pauvres, qui se demandent si pour eux, qui ne sont responsables de rien, il faut en plus qu'ils aient à assurer leur propre croissance, leur propre développement, et avoir des contraintes environnementales qui pèsent sur leur pays et leur nation. Alors nous devons réussir le transfert des technologies. C'est pourquoi les financements sont si importants : pour que nous puissions donner, offrir, transmettre à ces pays les technologies qui leur permettront de ne pas connaître le parcours qui a été le nôtre, à travers l'usage inconsidéré des énergies fossiles.

A l'échelle de notre propre pays, il nous faut mettre en place des mécanismes pour que les plus modestes ne vivent pas la lutte contre le réchauffement climatique comme un risque pour leur pouvoir d'achat. Cela a été démontré : c'est avec les dispositifs que nous avons mis en place tels que le crédit d'impôt, les subventions, les certificats d'énergie, tout ce que nous pourrions mettre en place pour que ce soit un gain de pouvoir d'achat en plus d'être un gain de croissance - lorsque les bâtiments sont isolés, lorsqu'il y a des compteurs intelligents, lorsque l'on peut utiliser d'autres modes de transport que son propre véhicule personnel, lorsque les transports collectifs eux-mêmes peuvent être modernisés, lorsqu'il y a une prime pour les véhicules électriques. Voilà ce que nous pouvons aussi apporter à travers la Conférence sur le climat.

Je voudrais dire aussi que c'est un autre système économique qui se prépare à travers ce rendez-vous, ce que l'on appelle l'économie décarbonée, qui est une économie très compétitive, et qui permet de mobiliser beaucoup d'entreprises, et je salue ici leur présence.

La Conférence sur le climat, c'est aussi l'agenda des solutions : tout ce qui peut émerger, tout ce qui peut être au service de la même ambition et porté par des collectivités, des entreprises, des citoyens, et qui sera recensé dans la Conférence et pourra être consacré à travers l'accord qui sera signé. Ce seront des réponses concrètes en matière de logement, d'alimentation, d'accès à l'eau, à l'énergie.

En 2016, la France, je l'espère, aura été le cadre d'un accord sur le climat. Mais ce ne sera pas un point d'arrivée, ce sera un point de départ. Nous ne serons d'ailleurs pas soulagés- je parle ici du gouvernement, des autorités, de l'ordre public- si la conférence s'est bien passée, c'est à dire si un accord ambitieux a été trouvé. Non, nous serons toujours responsables. Parce que la Conférence de Paris sera le moment où la France accèdera à la présidence sur ces questions, jusqu'à ce que le Maroc puisse à son tour assurer la COP22, car c'est un long chemin, mais qui ne pourra être véritablement poursuivi que s'il y a un accord.

J'évoquais ce qui nous reste à faire. D'abord l'Assemblée générale des Nations unies à la fin du mois. Avec Laurent FABIUS, nous avons souhaité et obtenu que le Secrétaire général des Nations unies puisse, avec nous, réunir les chefs d'Etat et de gouvernement, en marge de l'Assemblée générale, pour que nous puissions avancer. Nous faisons cet effort-là, parce que nous pensons que c'est avant la Conférence de Paris que l'accord doit être trouvé.

Ce sera donc une étape très importante. Nous aurons à cette occasion à prononcer des discours, et j'évoquerai notamment l'objectif de la France d'un prix progressif donné au carbone, de manière à ce que nous puissions converger à terme, et trouver un corridor, un couloir, pour un jour un prix unique.

Ensuite il y aura un deuxième rendez-vous - Michel SAPIN, ministre des Finances, en sera j'espère l'acteur principal. Ce sera à Lima, c'est là qu'il faudra trouver les 100 milliards - ils ne sont pas à Lima- mais c'est un vieux rêve, une vieille chimère, que beaucoup ont un moment espéré trouver. Il faudra que chacun des pays puisse confirmer ses engagements ou en ajouter d'autres - la France aussi, d'ailleurs, qui aura à faire des propositions supplémentaires, pour atteindre non seulement notre contribution au Fonds vert, mais les 100 milliards.

Comment peuvent-ils venir ces 100 milliards ? De la contribution des Etats, oui. Des acteurs publics, sûrement. Des partenaires privés, nécessairement. Des grandes banques de développement, des grandes institutions financières, des grandes organisations non gouvernementales et c'est 100 milliards qui seront ainsi réunis, chaque année, parce que ce sera un investissement que nous devons faire chaque année.

Il nous faudra trouver des ressources nouvelles, ce que l'on appelle des innovations financières.

Parmi ces innovations financières, le tour sur les transactions financières que les pays européens

Parmi ces innovations financières, la taxe sur les transactions financières que les pays européens préparent. La France, de nouveau, sera à l'initiative pour que cette taxe puisse être prête le moment venu, c'est-à-dire au moment de la conférence et au-delà, pour que nous puissions être sûrs de cette ressource, et que l'on puisse l'affecter à la lutte contre le réchauffement climatique. Il y aura le Conseil européen, mi-octobre, où nous aurons à confirmer nos engagements, après beaucoup d'autres, et il ne faudrait pas que l'urgence humanitaire à laquelle nous nous efforçons de répondre puisse effacer d'autres urgences. Toutes les urgences, finalement, sont cohérentes entre elles, hélas. C'est parce qu'il y a aussi des guerres qu'il y a ces mouvements de populations. C'est parce qu'il y a du terrorisme qu'il y a ces familles qui fuient. C'est parce qu'il y a des dictateurs qui utilisent des armes chimiques que des populations cherchent un abri et une protection.

Mais le plus grand nombre de déplacés, de réfugiés, sont provoqués par le réchauffement climatique.

On parle de l'effort des pays du Nord pour accueillir un certain nombre de personnes qui aujourd'hui cherchent un avenir, ou en tout cas un présent, ici, en Europe. Mais les plus grands nombres de réfugiés, de déplacés, sont accueillis dans les pays du Sud - 80 % des réfugiés sont au Sud. Donc, nous avons à traiter cette question du climat, aussi pour éviter d'autres urgences qui sont ces urgences humanitaires.

Alors ce sera le rôle du Conseil européen, et ensuite du G20 en Turquie. Nous devons être capables de lier les ambitions de développement, de croissance, à travers cette vision sur le climat.

Il nous reste trois mois pour que ces négociations avancent, pour que nous puissions avoir un préaccord avant la réunion de Paris. Trois mois pendant lesquels vous allez multiplier les événements, les initiatives, les expositions, et notamment technologiques, artistiques, culturelles. Des démonstrations vont être faites. Il y a un esprit partout qui ne demande qu'à être stimulé. Il y a une chance sérieuse que nous puissions réussir et il y a un risque majeur que nous échouions. Tout dépendra bien sûr de la capacité, de la volonté des Etats, mais aussi de la force des peuples, des mouvements que vous représentez.

La France devra être exemplaire, je l'ai dit, dans tout domaine, y compris dans celui de l'organisation. Recevoir 196 pays, beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement, 2 000 ONG, 40 000 délégués, c'est un effort exceptionnel de logistique, de transport, d'organisation, mais c'est aussi une opportunité formidable pour le département de la Seine-Saint-Denis, pour Paris, pour la France. Des générations nouvelles vont se mobiliser, une conférence « jeunes » sera ici réunie. Ce sera une vitrine des technologies environnementales, de toutes les technologies, une présence de tous les territoires de France, des créations artistiques, des rassemblements autour de la musique : c'est la France qui va s'exposer pour le monde.

La France a choisi de s'exposer, y compris en risques, pour réussir cette conférence. Souvent on fait cette plaisanterie - on ne la fait plus, mais enfin, elle est commode. Nous étions candidats pour accueillir cette conférence, et nous l'avons obtenue, car nous étions les seuls. C'est parce qu'il y avait ce risque, et c'est parce qu'il y avait cet enjeu, que beaucoup de pays regardaient vers la France, comme souvent, parce que lorsqu'il y a, à un moment, une étape à franchir, une révolution à faire sur un certain nombre de droits, c'est bien la France que l'on regarde. Et il ne faut pas en avoir peur. Au contraire, il faut en être stimulé.

C'est la France, donc, qui va s'exposer, s'engager, se mobiliser, se rassembler, au-delà des sensibilités. Nous n'avons pas un instant à perdre. La conférence sur le climat, c'est maintenant. En avant la COP21 !